

COMPTES RENDUS

Presses Universitaires de France | « Guerres mondiales et conflits contemporains »

2003/3 n° 211 | pages 129 à 146

ISSN 0984-2292
ISBN 9782130534167

Comptes rendus

Sur la Deuxième Guerre mondiale

Robert Chantin, *Des temps difficiles pour des résistants de Bourgogne, échec politique et procès, 1944-1953,* Paris, L'Harmattan, 2002, 414 p.

L'histoire de la Résistance en Bourgogne a été l'objet de multiples travaux universitaires sous la direction de Marcel Vigreux et de Serge Wolikow de l'université de Bourgogne, sans oublier bien entendu le livre de Jacques Canaud consacré à l'étude des maquis de Morvan qui fait référence en la matière. Cependant le livre de Robert Chantin, professeur au lycée Pontus de Tyard de Chalon-sur-Saône, fruit d'une thèse de doctorat soutenue à l'Université Lyon 2, apporte une contribution inédite aux aspects assez méconnus du parcours de ces résistants de l'après-libération qui « s'étaient engagés dans cette grande bataille patriotique et antifasciste ». L'auteur nous met en garde dès son avant-propos qu' « il ne s'agit pas de "la" Résistance, donc de l'ensemble des résistants de Bourgogne, mais de ceux qui se trouvèrent confrontés à des difficultés de tous ordres dès lors que la Libération était acquise ». La sélection qui a été faite n'est pas anodine, il s'agit de ceux qui se sont engagés dans les combats du maquis. Les résistants issus des mouvements de Résistance ou appartenant aux comités de Libération viennent aussi se greffer dans cette problématique. L'auteur démontre au cours de ce livre composé de quatre parties que les acteurs de la lutte armée contre l'occupant allemand n'ont pas été l'élément moteur des nouveaux enjeux politiques de l'après-Libération.

Pour Robert Chantin, il apparaît que le Parti communiste français est l'allié objectif de la droite pour liquider d'une certaine manière sur le plan politique l'héritage de la Résistance dans ce qu'elle avait de révolutionnaire, marquant une rupture par rapport à la période antérieure à 1940, « c'est dans ce contexte, écrit-il, que se posa l'alternative politique, transformer ou restaurer, féconder l'avenir par la dynamique issue des maquis ou rétablir pour l'essentiel l'ordre des choses ». L'auteur démontre tout au long des pages qu'en final les forces du passé rétablirent l'ordre ancien. Mais sur quelles valeurs ces anciens maquisards puisent-ils cette volonté de changement de l'ordre social et économique ? Robert Chantin fait référence constamment aux soldats de l'An II et à l'héritage de la Révolution française, tout en soulignant que ces jeunes combattants sont dépourvus de toute

culture politique. Il ne nous indique pas quel est leur programme politique. À défaut, doivent-ils s'inspirer de celui défini par les mouvements de Résistance et les représentants des partis politiques rénovés au sein du Conseil national de la Résistance ? En fait non, l'auteur se faisant l'interprète de leur désarroi et de leur amertume constate que ces anciens maquisards ont été marginalisés ou écartés par les anciens partis politiques, et de la même manière par l'armée régulière lors de l'amalgame. Les FFI n'ont pas été une force de transformation politique et sociale, tout en regrettant que « ces hommes sortis du maquis, portés par la volonté d'achever une grande œuvre historique, ne modifièrent le type de guerre à mener, ne pesèrent sur les choix tactiques, n'obtinrent des fonctions à la mesure de leurs capacités ». Mais le temps de la guérilla et du combat subversif n'était-il pas terminé pour eux, et ne devaient-ils pas s'adapter aux lois de la guerre conventionnelle, nous semble-t-il ?

Leurs chefs qui ont occupé des postes de sous-préfet en Saône-et-Loire au lendemain de la Libération n'ont pas été maintenus dans leurs fonctions. Ils dénotent par rapport à l'image que l'État veut de l'administration préfectorale. On leur reproche leurs initiatives personnelles et de trop se fondre parmi les populations, comme ils l'ont été à l'époque du maquis, habitués qu'ils étaient à administrer des territoires considérés comme zones libérées par anticipation, du fait des carences du régime de Vichy.

On peut se demander finalement si le rôle tenu par les maquisards n'est pas déjà achevé aux premiers jours de la Libération. L'époque de l'insurrection est terminée. La République commence. Le choix apparaît donc simple pour eux : rejoindre leurs foyers ou se fondre dans le moule des institutions de l'État. Ils vont être plus tard statufiés dans le personnage du héros. Le mythe résistant est né. Sur le plan local, à quelques rares exceptions près, ils sont exclus de la réorganisation du pays. Est-ce du fait qu'ils soient minoritaires ou que leur rôle soit demeuré trop longtemps clandestin ? Ceux qui ont des objectifs politiques précis sont peu nombreux, hormis ceux appartenant aux mouvements de Résistance ou ayant rejoint les rangs des partis politiques. C'est davantage une prise de contrôle de l'appareil de l'État qui polarise les ambitions des uns et des autres, plutôt qu'une transformation radicale des méthodes de gouvernement. Ceux qui concevaient une certaine forme de guerre de Libération non conforme à la ligne politique de l'insurrection nationale défini par le général de Gaulle ou le Parti communiste français se trouvent écartés. Pour Robert Chantin, « l'éloignement de Charles Tillon symbolise la défaite définitive de ce que beaucoup de maquisards communistes ou sympathisants avaient espéré ». Pour conclure qu' « entre permanences et ruptures, ce sont les premiers termes de ces alternatives qui l'emportèrent ». Certains résistants communistes auraient voulu que les comités départementaux de Libération soient maintenus. Leur dissolution au profit des conseils généraux est vécue par eux comme la faillite politique de la Résistance.

Le mérite de ce livre est d'entraîner le lecteur loin des sentiers battus de l'héroïsation de la Résistance et de son histoire mythique cantonnée aux seuls récits des combats contre les Allemands. Il prend en compte tous les aspects de cette France libérée, même « ceux qui d'emblée détonnent avec les mythes constitués ». Il n'hésite pas à évoquer l'intrusion de personnages troubles qui sous couvert de la Résistance ou du maquis ont été des agents doubles travaillant pour l'occupant. L'épuration reste à ses yeux inachevée. Il retrace les événements qui ont conduit à la mise à mort par la foule d'un commissaire de police instrument de la répression contre l'occupant. Celle-ci laisse des zones d'ambiguïté dans un

milieu résistant se voulant le gardien ou l'allié objectif de l'ancien ordre établi. Plusieurs procès de maquisards FTPF ou non qui eurent lieu après la Libération, notamment avec les affaires Philippot et Marius, démontrent la dissymétrie, selon les instances judiciaires civiles ou militaires, existant entre les condamnations infligées à des résistants et à des collaborateurs. Pour René Chantin, celle-ci « est la manifestation de l'affaiblissement des organisations résistantes, du regain de vigueur des collaborateurs comme de la volonté des appareils de l'État, police et justice en particulier, de tirer un trait sur le passé. À cela s'ajouta l'aspect souvent tardif et la mollesse du soutien aux accusés ».

De la lecture de ce livre qui s'appuie sur une documentation bien étayée, et dont l'auteur n'est pas « imperméable à toute trace de passion », il se dégage une réalité : ces hommes et ces femmes que l'on découvre au fil des pages apparaissent comme broyés par la machine étatique, car « leurs comportements à l'issu de la Libération n'étaient plus en phase avec les nécessités du moment ». Les préoccupations de l'électorat sont ailleurs. Il s'agit de reconstruire économiquement le pays et de pallier les carences de ses besoins quotidiens. Nous pourrions ajouter que la nature humaine a aussi horreur du vide et qu'elle a besoin de se rattacher à des repères familiers. Pour conclure, René Chantin estime que « le choix de l'insurrection nationale et la construction politique du CNR préparaient l'effacement de ce qu'une situation exceptionnelle avait engendré de radicalement nouveau : les maquis et dans une moindre mesure les mouvements ». Mais étant minoritaires, ces maquisards pouvaient-ils à eux seuls incarner la volonté populaire ? Non, car l'auteur n'évoque ici qu'une frange de la Résistance héritière des idéaux de 1793.

Patrick VEYRET.

Giuseppe Mayda, *Storia della deportazione dall'Italia : 1943-1945. Militari, ebrei, politici nei lager del Terzo Reich,* Turin, Bollati Boringhieri, 2002, 408 p.

L'ouvrage de Giuseppe Mayda se propose d'établir la liste complète des déportés italiens en Allemagne pendant la Deuxième Guerre mondiale. L'auteur revient sur les lois raciales de 1938. Le témoignage de Mussolini, recueilli à l'époque de la République de Salò, insiste sur l'opportunisme de ces mesures et leur caractère discriminatoire. Il n'existe pas de tradition antisémite dans l'histoire italienne et le fascisme lui-même l'a longtemps condamné ; mais les tendances les plus proches du national-socialisme l'ont adopté pour des raisons politiques. Le caractère improvisé de ce revirement conjoncturel est manifeste dans le cas de Roberto Farinacci. Il a dû licencier sa secrétaire sur l'ordre de Mussolini, le duce craignant que les Allemands ne se formalisent de la présence d'une collaboratrice juive dans l'entourage du principal représentant de l'antisémitisme fasciste, et qu'ils y voient une preuve du manque de sérieux des Italiens.

Dès l'occupation de l'Italie par l'Allemagne, en septembre 1943, Berlin demande à sa police et à son ambassade d'organiser la « solution finale » sur le territoire de la République de Salò. La police est placée sous l'autorité de l'officier SS Karl Wolff et l'ambassade confiée à Rudolph Rahn, qui a négocié avec Pierre Laval les accords de juin 1942 prévoyant la déportation de 50 000 Juifs étrangers. Le chef du service de sécurité du Reich à Rome, le colonel SS Herbert Kappler, est chargé de la solution du problème juif dans la capitale. Il organise dès octobre 1943 la première rafle du ghetto de Rome qui suscite une vive émotion.

La Délégation pour l'assistance aux émigrés juifs (DELASEM) est informée du projet allemand d'arrestation massive ; mais la rafle du 9 octobre 1943 à Trieste, en pleine célébration du Your Kippour, reste la « surprise du samedi ». Plus de 300 Juifs triestins seront déportés à Auschwitz, dont le secrétaire de cette importante communauté, Carlo Morpurgo, qui est resté parmi les siens jusqu'à son arrestation en janvier 1944. La première rafle de Juifs milanais remonte au 16 octobre 1943. Les suivantes utilisent les registres discriminatoires constitués par la police italienne. Les deux communautés de Gênes et de Florence sont déportées fin 1943 et début 1944 ; mais celle de Turin, forte de 3 672 personnes en 1938, est touchée dès octobre 1943. Les arrestations deviennent quotidiennes lorsque la Gestapo ouvre un Bureau anti-juif à Vérone, en mars 1944. Au total 245 Juifs piémontais sont déportés. L'occupant profite des dénonciations fournies par un véritable réseau d'espions, parmi lesquels quelques « panthères noires » sont restées célèbres. Certains Juifs italiens fuient en Suisse. La Confédération helvétique en accueille 4 000, sur les 14 825 réfugiés civils qu'elle compte en 1945.

La déportation a donc touché le nord et le centre de l'Italie avant même la réunion de la Constituante de la République de Salò. Le point 7 de la charte de Vérone met pourtant les Juifs hors la loi et l'ébauche de la constitution fait de l'antisémitisme une loi fondamentale du nouvel État. Les nazis imposent par ailleurs la création d'un Inspectorat général pour la race ; mais les partisans d'une persécution ouverte des Juifs n'exercent aucune fonction officielle au sein du gouvernement. La politique de la République de Salò reste entre les mains de Mussolini et de son ministre de l'Intérieur Buffarini Guidi qui s'opposent à la modification de la législation et à la création d'une « police raciale » inspirée de la Gestapo. L'auteur s'interroge pourtant sur le caractère insidieux de cette politique. Il fait allusion au « terrible secret » évoqué par l'historien Walter Laqueur selon lequel les dirigeants de Salò auraient donné carte blanche aux Allemands en matière raciale en décembre 1944. Cette hypothèse n'est étayée par aucun document, même si l'auteur multiplie les indices troublants. Les principaux camps de concentration italiens sont celui de Fossoli, en Émilie, remplacé en août 1944 par celui de Gries, près de Bolzano. Ils servent de lieu de transit vers l'Allemagne à plus de 3 000 Juifs, entre septembre 1943 et janvier 1944 ; mais ces camps passent ensuite sous l'autorité des SS, et plus de 2 500 Juifs supplémentaires sont déportés entre le printemps et l'été 1944. Les nazis procèdent en outre à l'arrestation massive de Juifs italiens du Dodécanèse qui aboutit à l'extermination de 1 641 personnes.

La déportation politique est une constante de l'action répressive nazie en Italie ; mais le nombre exact de ses victimes reste une des énigmes de la « galaxie concentrationnaire ». L'auteur l'évalue à plus de 32 000 ; mais 10 % seulement sont des déportés politiques. Les autres sont des détenus de droit commun, des déserteurs, des otages puisés dans les « classes dangereuses ». Ces mesures répressives permettent également la déportation en Allemagne de travailleurs italiens, pourtant exemptés du service militaire et du travail obligatoire. Entre janvier et août 1944, près de 5 000 Italiens sont ainsi internés à Fossoli. Le nombre de détenus politiques du camp de Gries oscille entre 3 000 et 4 000 à la fin de 1944. Les SS organisent plus de 80 convois vers Mauthausen, Dachau ou Ravensbruck pendant les vingt mois d'occupation allemande en Italie.

Les militaires italiens arrêtés par les Allemands sont détenus dans une caserne de Mantoue, reconvertie en camp de transit. Plus de 1 100 d'entre eux attendent

leur transfert en Allemagne dès octobre 1943. Beaucoup d'autres sont capturés dans les Balkans et jusqu'en mer Égée. La capitulation aboutit à l'internement massif en Allemagne de près de 600 000 militaires italiens que Hitler ne considère pas comme des prisonniers de guerre. Leur statut de « militaires internés » reste compatible avec l'alliance germano-italienne, tout en permettant leur utilisation comme main-d'œuvre du Reich. Il semble que 10 % d'entre eux seulement acceptent de rejoindre les rangs de la République de Salò.

L'ouvrage de Giuseppe Mayda confirme l'indifférence du fascisme républicain au sort des Juifs italiens. Le régime de Salò considère cette concession à l'occupant nazi comme un gage donné à un allié surpuissant et redouté. La déportation des Juifs commence avant la mise en place de la République sociale italienne ; mais elle s'intensifie en 1944 et condamne tardivement une communauté épargnée jusque-là. La responsabilité de Badoglio et de la monarchie paraît au moins aussi grande que celle du fascisme, l'armistice de septembre 1943 livrant le pays aux persécutions de son ancien allié. L'auteur considère que les mauvais traitements infligés aux prisonniers politiques et aux internés de guerre les assimilent aux déportés italiens.

Michel OSTENC.

F. W. D. Deakin, *The embattled mountain,* Londres, New York, Toronto, Oxford University Press, rééd. 1972-1974, 284 p.

Dans la nuit du 27 mai 1943, une mission spéciale britannique de deux officiers et quatre sous-officiers, avec deux postes radios, était parachutée dans les montagnes du Monténégro. Commandée par le « major » F. W. D. Deakin, son but principal était de rechercher qui était le chef des partisans yougoslaves, un certain Tito, et de juger de l'importance de ce mouvement.

Le 17 septembre 1943, le général de brigade anglais Fitzroy Mac Lean sautait à son tour en parachute en Bosnie, comme envoyé spécial du Premier ministre Churchill auprès du maréchal Tito, apportant ainsi la reconnaissance *de facto* de l'armée de Libération nationale yougoslave comme élément important de la guerre en Europe du Sud-Est, et préjugeant par là de l'avenir politique de la Yougoslavie.

En un récit autobiographique, *The embattled mountain* (La Montagne en feu), Deakin relate essentiellement cette période de mai à septembre 1943, en l'insérant dans le contexte historique des événements balkaniques de 1939 à 1944, avec une attention toute particulière sur la partie la plus obscure et parfois encore discutée du début de 1941 à fin 1943.

Nul mieux que M. Deakin ne pouvait traiter aussi remarquablement de cette difficile époque. D'abord en tant qu'acteur dynamique et lucide, jeune officier anglais mêlé aux combats sanglants et aux marches harassantes des partisans dans les montagnes et forêts yougoslaves. Ensuite comme historien lucide et averti, président du Comité britannique de la Deuxième Guerre mondiale, directeur honoraire de Saint-Anthony's College, d'Oxford.

Ayant été avant-guerre secrétaire littéraire de Churchill pour la rédaction de l'ouvrage historique sur Marlborough, M. Deakin a donc joué un rôle capital en 1943 dans la reconnaissance britannique de Tito et l'abandon de Mihailovitch, aspects décisifs des relations anglo-yougoslaves en 1943. Pour toutes ces raisons, son ouvrage est du plus haut intérêt. La clarté de sa pensée et la vivacité de ses

descriptions en font une lecture captivante. Aucun document ne peut mieux éclairer cette découverte de Tito et expliquer la politique britannique et alliée en Yougoslavie. Ce fut une aventure très originale et peu connue dont les conséquences ont été déterminantes pour le destin des nations balkaniques après la guerre.

Le prologue du livre narre le parachutage le 27 mai 1943 de la mission « Typical » en Monténégro, sans connaissance ni des lieux ni des gens, à commencer par Tito lui-même, en pleine offensive de destruction des Allemands, Italiens, Bulgares, *« Oustachi »* et *« Tcheknik »*. L'ennemi, avec plus de 100 000 hommes, dont une division SS, une division de montagne allemande, de l'artillerie, des chars, de l'aviation, encerclait à cette époque les quatre brigades de Tito, 20 000 combattants environ.

Après un mois de combats farouches et de marches forcées, 10 000 partisans réussissent à échapper à l'étau ennemi. Le capitaine Stuart, second de Deakin, a été tué le 9 juin ; les archives allemandes mentionnent 5 697 partisans tués, 498 prisonniers dont 411 seront fusillés, 2 537 civils tués (sur environ 11 000 habitants), 50 villages brûlés après la bataille. Sur les 3 000 blessés que les partisans avaient transportés au printemps 1943 de Bosnie au Monténégro, en un périple de plus de 500 km en quatre-vingt-dix jours, seulement un millier survécut ; 30 médecins et 300 infirmiers demeurés avec des blessés abandonnés furent tués avec eux.

Mais au cours de cette odyssée tragique, Deakin put se convaincre de la valeur et de la résolution des partisans, des effets de leurs coups sur l'ennemi commun. Sur la demande de Tito, malgré ces terribles combats, dès le 25 juin un avion anglais largue des explosifs par parachute : les voies ferrées autour de Sarajevo sont coupées 57 fois et 12 ponts sautent.

Dès le mois d'août, un nouveau « territoire libre » est implanté en Bosnie centrale et les semaines qui suivent voient la réorganisation des forces de Tito. À la première brigade prolétarienne, mise sur pied le 22 décembre 1941, avaient succédé quatre autres brigades au printemps 1942. En fin 1942, 28 brigades légères groupées essentiellement en huit divisions mobiles étaient constituées.

Sous l'impression de ces faits : organisation d'unités de combat, exécution d'actions de guerre, affaiblissement de l'ennemi, il n'est pas étonnant que les rapports radiotélégraphiés de Deakin insistassent sur la nécessité de reconnaître l'armée de Tito et de l'aider. D'autant plus que les cas précis abondaient de l'inaction continue de Mihailovitch, le chef des formations armées dépendant du gouvernement royal yougoslave réfugié à Londres, mentionnant même souvent une collaboration des unités *« tcheknik »* avec les Italiens et les Allemands.

La conclusion normale de ces rapport fut l'annonce, le 9 septembre 1943, qu'un général anglais serait parachuté auprès de Tito. La capitulation italienne permit en plus aux partisans de s'emparer d'un important matériel de guerre, qui facilita la mise sur pied de nouvelles grandes unités.

Dans cette Yougoslavie, déchirée en dix parties depuis avril 1941 (la plus grande étant l'État indépendant de Croatie de Pavelitch, les autres annexées ou occupées par les Allemands, Italiens, Hongrois et Bulgares) et en plus divisée par une ligne de démarcation séparant les zones d'influence allemande et italienne, l'armée nationale de libération de Tito était vraiment le facteur commun de réunion et d'espoir. C'est ainsi que Deakin l'a vu et décrit.

La deuxième partie du livre est une esquisse historique des événements intérieurs de Yougoslavie du début 1941 à la fin 1943. Basée sur des documents, sur

de longs entretiens avec des participants anglais et yougoslaves sur place et sur l'expérience personnelle de l'auteur au SOE *(Special Operations Executive)* section des Balkans, au Caire, c'est un magistral exposé des premiers contacts avec Mihailovitch en Serbie, avec l'aide du roi Pierre réfugié à Londres, les missions initiales dès 1941-1942, parachutées ou débarquées de sous-marins, les longues périodes d'ignorance et d'incertitude dues au manque de moyens de transmissions convenables ; les affirmations trompeuses des *« Tchekniks »,* les rumeurs malveillantes sur les partisans. La vérité militaire et politique y apparaît lentement, confusément. Pour la faire éclater il fallait aller sur place, ce que fit la mission « Typical » de Deakin.

L'épilogue contre l'aventure de la première division yougoslave fonçant dès le 11 septembre avec Deakin sur Split à l'annonce de la capitulation italienne, pour s'y emparer des dépôts et matériels. Le 17 septembre, le général Mac Lean était parachuté et rejoignait Tito. Dès lors l'appui britannique, par air et par mer, allait devenir sensible tant pour fournir des armes, munitions, équipements, médicaments et vivres que pour évacuer des blessés.

Le 3 décembre 1943, un avion de transport atterrissait en Bosnie et Deakin repartait ainsi par la voie des airs vers Brindisi et Alexandrie. Le 9 décembre, il devait rendre compte verbalement à Churchill, de retour de la conférence de Téhéran, de ses aventures et expériences.

Le livre se termine sur un rappel sobre et émouvant du retour, vingt ans après, de l'auteur sur cette terre d'héroïsme, de souffrances et de victoire.

En dehors de l'intérêt humain et des précisions historiques de première main, cet ouvrage permet de dégager quelques caractéristiques essentielles de la Deuxième Guerre mondiale en Yougoslavie.

L'évolution de la politique britannique, du soutien à Mihailovitch à la reconnaissance de Tito, avec ses motifs et ses variations, la perception nette de ses conséquences, y est clairement exposée.

Les horreurs d'une guerre étrangère se superposant aux haines et aux cruautés d'une guerre civile éclatent partout : blessés achevés, prisonniers fusillés, villages détruits, familles anéanties, tout le terrible défilé des gravures de Callot reparaît en ce XX[e] siècle « civilisé ».

Si l'activité, la volonté de lutte et l'héroïsme des partisans s'affirment dans toutes les pages, il faut quand même noter que ce ne fut avec cette netteté qu'à partir du jour de l'invasion hitlérienne de l'URSS, le 22 juin 1941. Il est vrai que peu de temps s'était écoulé depuis l'agression d'avril 1941 de la Yougoslavie ; l'activité clandestine du mouvement communiste devait se réorienter vers les agissements couverts, ce qui demandait des semaines et des mois.

Enfin, on peut relever au cours de ces événements une tension, sensible dès le début, entre Tito et le Parti communiste yougoslave, d'une part, l'URSS d'autre part, ce qui explique bien des faits de l'après-guerre en ce qui concerne ces deux pays. Le gouvernement soviétique avait reconnu le gouvernement royal yougoslave en exil à Londres dès l'été 1941. Malgré les appels à l'aide de Tito, Moscou se contenta d'exhortations à la radio et de réticences écrites tant politiques que militaires. Par une ironie du sort, la mission « Typical » de Deakin fut parachutée sur les pentes du mont Durmitor sur une zone de saut que Tito avait fait reconnaître dès 1942 pour y recevoir des émissaires soviétiques. Et si un capitaine américain, Melvin O. Benson, fut parachuté auprès de Deakin dès le 21 août 1943, une mission de liaison russe, commandée par le général Korneev, ne se posa en

Yougoslavie qu'au début de 1944, dans un planeur britannique. Les difficultés de compréhension entre Tito, au fort du combat, et les dirigeants de Moscou, combinant encore des ententes tactiques avec le roi Pierre et Mihailovitch, n'ayant pas une vue réelle du nombre et de la force des partisans, sont directement à l'origine du différent soviéto-yougoslave d'après 1945. C'est encore un autre mérite de ce livre que de le faire apparaître clairement.

Le général Mac Lean, dans son livre sur son action en Yougoslavie *Eastern approaches* (en français : le *Diplomate et franc-tireur*, 1952) avait caractérisé ainsi son prédécesseur Deakin auprès du maréchal Tito : « Une intelligence hors pair qui s'allie fort heureusement avec le don de s'entendre avec tout le monde. »

Le livre *The embattled mountain* confirme entièrement ce jugement. Simplicité, lucidité, honnêteté, courage physique et moral, tels sont les traits qui forment le visage de F. W. D. Deakin sur cette page d'histoire de la résistance yougoslave aux agresseurs nazi et fasciste, en cette terrible lutte de quatre années de souffrances, de morts, de sacrifices et d'héroïsme. Son livre est un ouvrage capital pour la connaissance exacte de cette partie encore peu connue et pas assez appréciée de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale.

Albert MERGLEN.

John Vader, *Nous n'avons pas joué, l'effondrement du réseau Prosper,* avant-propos, traduction, notes et annexes de Charles Lebrun, Lecoutre, Éditions Le Capucin, 2002, 357 p.

Publié en Australie en 1977 dans sa version originale sous le titre *The Prosper Double-Cross*, ce livre d'investigation est basé sur des témoignages d'anciens agents du SOE ayant opéré en France occupée. Son auteur, John Vader, journaliste et ancien pilote de la RAF, a été à peu près passé sous silence en Angleterre au moment de la parution en librairie. Encore aujourd'hui certains vétérans du SOE appartenant au *Special Forces Club* l'ignorent toujours. Il est vrai que son contenu va à l'encontre de la thèse officielle expliquant la chute de ce réseau important qui couvrait, avec ses nombreux sous-réseaux, jusqu'au printemps 1943 une grande partie de la zone Nord. Sa principale source d'information repose en grande partie sur le témoignage d'Armel Guerne, dit Gaspard, qui fut le second du major Francis Suttill, chef du réseau Prosper, décédé en 1945 au camp de Sachsenhausen.

On ne peut que féliciter cette jeune maison d'édition installée dans le Gers d'avoir voulu publier la traduction du livre de John Vader qui attendait dans un tiroir depuis plus de vingt-cinq ans. Ce choix éditorial n'est pas le fruit du hasard puisque les Éditions du Capucin ont déjà fait paraître trois œuvres d'Armel Guerne, poète et traducteur de romantiques allemands. Celles-ci ont été préfacées et annotées par Charles Le Brun à qui l'on doit aussi la traduction du livre de John Vader. Il ne s'est pas contenté d'être un traducteur fidèle. Il a voulu l'enrichir grâce à de très nombreuses notes de bas de page et plusieurs annexes. Réactualisé grâce à ses recherches personnelles, il est devenu un véritable ouvrage de référence pour les historiens s'intéressant à l'activité du SOE en France durant la Seconde Guerre mondiale. Ce travail est d'autant plus indispensable que les archives du SOE conservées au PRO et déclassées depuis 1998 ne permettent pas d'appréhender dans leurs infimes détails l'histoire de ces réseaux britanniques

opérant en France. D'importantes zones d'ombre existent encore, multipliant les interprétations les plus fallacieuses ou les plus fantaisistes, et donnant de surcroît une part de mystère supplémentaire aux services secrets britanniques. Une très grande partie des archives a été détruite, et ce qui existe ne permet pas toujours de reconstituer la réalité des faits avec exactitude et d'une manière intégrale.

La première partie du livre est inspirée du récit d'Armel Guerne retraçant son activité clandestine, son arrestation par les Allemands, son évasion de France et son itinéraire, via l'Espagne, vers Angleterre où il est interné par ordre du MI 5. Elle est précédée d'un aperçu sur la *French Section* du *Special Operations Executive,* d'un court chapitre sur les transmissions radio télégraphiques et les radio-jeux, de l'histoire proprement dite du réseau Prosper et de l'arrestation de Francis Suttill. La deuxième partie apporte une explication de l'effondrement du réseau Prosper.

Le témoignage d'Armel Guerne, dont la sincérité ne peut pas être contestée, malgré les doutes qui pesèrent sur lui en 1944 de la part du SOE et du MI 5, l'impliquant dans des arrestations de résistants par la Gestapo, a valeur d'exemple. Lui-même croit avoir été manipulé, sacrifié ou abandonné par Londres. Il pense qu'avec Francis Suttill, l'opérateur radio Gilbert Norman et bien d'autres de ses compagnons de clandestinité, il s'est trouvé à l'interface d'une immense opération d'intoxication. D'où ses efforts après la Libération pour sortir de l'oubli et de la relégation. Les enquêtes menées trancheront en leur faveur et les laveront de tout soupçon. Les victimes des Allemands ou leurs familles leur reprocheront, au cours des instructions judiciaires menées en France après la guerre, d'avoir livré à la Gestapo des dépôts d'armes en contrepartie d'un accord conclu – qui se révélera par la suite comme étant un marché de dupes – entre Suttill, Archambaud et Kieffer. Leur but étant de sauver ce qui pouvait l'être, c'est-à-dire la vie de centaines d'agents qui avaient assuré la réception au sol des parachutages de containers d'armes et d'explosifs ainsi que leur stockage. Tout en prenant à leur charge des agents du SOE acheminés ou exfiltrés de nuit par Lysander ou Hudson. Par ricochet, le lecteur est entraîné immanquablement au cœur de l'affaire Déricourt, cet officier d'opérations aériennes agissant pour le compte du SOE dans la vallée de la Loire. Selon John Vader celui-ci aurait été un agent triple, travaillant aussi bien pour les Britanniques, les Russes et les Allemands. Pour Charles Le Brun, Déricourt aurait été tout simplement un agent double, sa duplicité avec l'agent Philby, du SIS, travaillant pour l'Union soviétique n'ayant pas été établie.

John Vader et Charles Le Brun traitent de considérations qui débordent largement du cadre de l'activité du SOE. Contre-espionnage et intoxication par la manipulation d'opérateurs radios retournés par la Gestapo nous entraînent dans les méandres de cette guerre secrète qui suscitent toujours aujourd'hui des interrogations ou des doutes. Ces domaines ont la préférence des journalistes d'investigation, alors que les historiens du SOE qui privilégient l'étude des archives préfèrent en rester à la version officielle des événements. C'est pour cette raison que le livre de John Vader comble une lacune, comme l'a été celui de Robert Maloubier et de Jean Lartéguy consacré à Henri Déricourt. Personnage trouble mais sympathique que l'on retrouve dans l'ouvrage de John Vader. L'absence d'archives laisse la porte ouverte à toutes les interprétations possibles. Sans doute celles concernant l'effondrement du réseau Prosper ne seront-elles jamais déclassées, ou ont été détruites, ou tout simplement inexistantes parce que les entretiens hautement secrets qui se sont tenus au plus niveau n'ont jamais été consignés dans le moindre compte rendu. Cela pourrait expliquer le titre français du livre : *Nous n'avons pas joué.*

Charles Le Brun confirme ou infirme certaines révélations de John Vader. Il s'interroge aussi sur le rôle précis de Sir Claude Dansey, bras droit de Menzies au SIS. Avec machiavélisme, a-t-il volontairement sacrifié le réseau Prosper pour tromper les Allemands en leur laissant supposer un proche débarquement dans le Pas-de-Calais, en accord avec Winston Churchill, et afin de détourner leur attention des côtes normandes ? Est-ce aussi dans le but de faire patienter Staline qui réclame l'ouverture d'un second front à l'ouest ? On peut légitiment s'interroger. Cependant dans l'ancienne zone occupée, en particulier dans nord-ouest de la France, l'Armée secrète est encore à l'état embryonnaire, sinon virtuelle, en 1942-1943. Elle n'est pas encore prête pour la lutte armée. Après les arrestations du général Delestraint et de Jean Moulin en juin 1943, l'Abwher et la Gestapo ne sont pas dupes quant aux possibilités réelles de la Résistance armée au printemps 1943. L'opération aurait-elle eu pour but de donner le change aux Soviétiques ? Ce ne sont pas les quelques centaines de containers largués par la RAF au profit du réseau Prosper qui peuvent réellement changer la donne stratégique. Ils ne peuvent pas inquiéter à court terme les Allemands dont le seul souci immédiat est d'étouffer dans l'œuf la Résistance. À cette date, les réseaux du BCRA en particulier celui du Bureau des opérations aériennes qui agit en zone Nord revendique très peu de parachutages d'armes à son actif. Faut-il plutôt considérer que le drame humain qui concerne des centaines d'agents du réseau Prosper est davantage à imputer au double jeu mené par Déricourt. Il ne serait que le résultat dramatique de sa trahison, en livrant aux Allemands les courriers dont il a la charge de faire acheminer à Londres par des opérations « pick-up » ? À ces faits, il faudrait ajouter les bévues perpétrées par les responsables de Londres, les imprudences commises par leurs agents, les dénonciations fournies par les indicateurs. Les services de police et de sécurité du Reich en France sont passés maître dans l'art de la manipulation. On peut finalement se demander, dans cette guerre d'intoxication que se livrent Britanniques et Allemands, lesquels sont dupés ?

L'intérêt de ce livre, que nous avons beaucoup apprécié, est de nous faire entrevoir le rôle joué par d'autres services secrets anglais comme le *Secret intelligence service*, le W-Board, le LCS *(London Controlling Section)* et le *XX*[e] *Committee* fonctionnant sous le signe de l'intoxication et du double jeu. Mais il n'en reste pas moins que la personnalité très attachante d'Armel Guerne donne une très forte connotation humaine à cette histoire que vécurent dans leur chair et dans leur esprit tous ces combattants de l'ombre voués à l'oubli. Faisant œuvre de mémoire, ce récit passionnant à lire est finalement une interrogation sur la destinée de l'homme. Dans sa solitude, Armel Guerne puise à l'intérieur de lui-même la force et la vitalité qui lui permettent de survivre, ne sachant pas finalement qui, de l'ami ou de l'ennemi, est son véritable adversaire ou allié. Cela laisse forcément un goût d'amertume pour beaucoup d'entre eux et pour le lecteur une appréhension mitigée de l'Histoire qui n'explique pas tout finalement.

Patrick VEYRET.

Après 1945

Michel David, *Guerre secrète en Indochine, les maquis autochtones face au Viêt-minh, 1950-1955,* Lavauzelle, 2002, 426 p.

L'historiographie de la guerre d'Indochine est maintenant riche de milliers d'ouvrages dé souvenirs, d'analyses, de synthèses ; cependant bien peu s'appuient sur le dépouillement systématique des archives, le recoupement de l'information et la confrontation des renseignements avec la mémoire des anciens combattants. Le livre de Michel David entre dans ces exceptions et s'inscrit avec bonheur dans l'écriture universitaire de l'Histoire, avec sa rigueur et ses exigences.

Trois parties constituent le corps du texte. Dans la première (p. 21 à 121), sont posées la problématique de la contre-guérilla, ses conditions et l'émergence d'une résistance autochtone à l'emprise viêt-minh. Elle présente les origines et les fondements des maquis (les groupes de contre-guérilla autochtone qui agissaient en hautes et moyennes régions du Tonkin, du Laos et de l'Annam). Puis la seconde (p. 125 à 315) décrit avec précision les combats et l'action des maquis, de leur naissance à leur mort. Enfin, la troisième (p. 319 à 369) s'applique à expliquer les structures et les problèmes de ces maquis (organisation, instruction, armement, soutien des TFEO...), mais aussi à faire revivre les combattants et leurs soucis (santé, moral...). Elle s'achève sur l'agonie de ces groupes armés. Une bibliographie, des index, un glossaire, neuf annexes et un corps cartographique achèvent l'ouvrage.

Avec méthode, Michel David évoque ici un sujet qui n'avait été arboré que par trois entrées : les souvenirs des participants du GCMA-GMI, les romans historiques et les histoires romancées. L'auteur a pu mener un vaste travail de défrichement et d'exploitation de sources archivistiques du domaine public qu'il a complétées par la consultation d'archives encore réservées. Le fond de l'ouvrage repose donc sur une assise documentaire solide et peu contestable. Par exemple, il confirme une fois de plus le rôle de la Chine dans la guerre d'Indochine, c'est-à-dire l'intervention directe de ses régiments contre les maquis autochtones soutenus et entretenus par les forces françaises, ce que certains contestaient, il y a encore peu de temps. L'ouvrage est enrichi d'une collection de photographies qui permettent au lecteur non seulement de mettre un visage sur un nom mais surtout de se rendre compte des conditions de lutte des maquisards. D'ailleurs l'auteur est allé au Tonkin, ce qui renforce le sérieux de la recherche ; Michel David a ainsi pris la mesure du terrain et des guerriers du GCMA. Cela enrichit l'évocation des maquis pratiquement de l'intérieur, ajoutant ainsi, s'il en était besoin, une meilleure compréhension des choses. Enfin, des cartes précises aident à jalonner les événements. Plus que dans tout autre conflit, une cartographie rigoureuse et munie de ses identifiants géographiques (légende structurée, échelle) est indispensable pour suivre les combats en Indochine. Michel David l'a bien compris.

Cependant une telle richesse conduit le lecteur à en vouloir plus. L'état des archives ne permettait peut-être pas à l'auteur de tout aborder ; les conditions commerciales ne l'autorisaient peut-être pas à produire un livre trop long. Trois questions parmi d'autres. Si le commandement en Indochine avait compris l'intérêt de la contre-guérilla, l'intégra-t-il dans ses conceptions stratégiques ?

Autrement dit, considéra-t-il les maquis autrement qu'un complément à ses méthodes ? La mise au point de cette contre-guérilla découla-t-elle d'expériences acquises au contact de la guerre viêt-minh ou des leçons retirées des méthodes empiriques de certains groupes comme le commando Vandenberghe formé d'autochtones ou des éléments supplétifs à caractère ethnique comme les partisans des hautes régions tonkinoises ? Quelle part donner à la formation que certains cadres du GCMA-GMI avaient reçue dans les commandos et les parachutistes de la France libre ? Enfin, quelles furent les résistances dans le commandement à l'emploi et au soutien des maquis, car avec ces initiatives, on sortait des sentiers de la guerre habituelle ?

Ces questions ne constituent ni des critiques ni des réserves sur le travail de Michel David. La guerre secrète en Indochine s'affirme comme un ouvrage riche, bien présenté, solide, comme une référence incontournable pour tous ceux qui veulent comprendre la complexité de la guerre française en Extrême-Orient.

Michel BODIN.

Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie (sous la dir. de Jean-Charles Jauffret et Maurice Vaïsse), Bruxelles, Éditions Complexe, 2001, 561 p.

Ce livre réunit les actes d'un colloque tenu à Montpellier les 5 et 6 mai 2000. Sont ainsi proposées les communications de 29 intervenants : Ch.-R. Ageron, D. Aït-el-Djoudi, M.-S. Alexander, P. Boureille, R. Branche, A.-P. Comor, D. Djerbal, M. Dumont, M. Faivre, J. Frémeaux, Z. Ihaddaden, J.-C. Jauffret, M. Kaddache, A. Mahieu, F. Médard, G. Meynier, N. Omouri, G. Pervillé, J.-L. Planche, T. Quemeneur, J.-P. Rioux, M. Romo, S. Sellam, B. Stora, S. Thénault, M. Vaïsse, J. Vernet, M.-C. et P. Villatoux.

Leur lecture donne une idée de l'état des connaissances sur plusieurs points de la guerre d'Algérie.

La guerre aurait été préparée depuis l'extérieur. M. Stora rappelle le rôle tenu depuis 1947 par le « Bureau du Maghreb au Caire », et l'existence, connue par un rapport de M. Vaujour, directeur de la Sécurité en Algérie, de camps d'entraînement de commandos nord-africains en Égypte, en Libye et au Maroc espagnol. Une école du sabotage existait en Libye, et une école militaire irakienne avait reçu quelques stagiaires maghrébins. Tout cela est en fonction d'un « engagement unitaire maghrébin », bien qu'en 1951-1952, deux anciens de l'OS de Messali, Mohamed Boudiaf et Mostefa Ben Boulaïd, se soient accordés « en vue d'organiser une possible lutte armée contre la présence française », ce qu'ils réussiront avec quelques autres en 1954 (p. 272-274). Maria Romo confirme qu'en novembre 1954 le gouverneur général Léonard avait repris la thèse du complot étranger, et Mendès France, chef du gouvernement, le continuait en public (p. 430-451).

Plusieurs communications insistent sur la faiblesse des moyens militaires français en 1954 : 100 000 hommes pour toute l'Afrique du Nord, soit de 55 000 à 66 000 hommes pour l'armée de Terre, observe Maria Romero. Le secrétaire d'État à la guerre, Jacques Chevallier ne disposait plus que de 879 hommes de renfort. Une étude est consacrée à la gendarmerie, forte de 2 300 hommes soit le vingtième des effectifs de la métropole pour une population égale au quart de sa population. En Kabylie, 108 gendarmes pour 500 000 habitants. Le territoire

algérien n'était qu'une base de renforcement de l'Armée d'Indochine, et les renforts arrivèrent lentement : 15 000 gendarmes au 1er mars 1962. Les pertes furent sensibles : 415 morts, soit, avec les blessés et les disparus, 4 % de l'effectif (p. 71-87). Quant aux renforts, ils ne manquèrent pas au reste de l'armée, en février 1955, Mendès France avait réussi à porter les effectifs à 80 000 hommes (p. 445, n. 56).

Contrairement à une idée admise, les autorités ont su très tôt que le mouvement était organisé. « Nous ne sommes pas au bout de nos peines » aurait dit Léonard (p. 455). Dès le 2 novembre 1954, Muscatelli, sénateur d'Alger et président de la commission sénatoriale de l'Intérieur, savait que c'était un « mouvement d'origine locale dont le programme et les méthodes sont connus depuis longtemps » (p. 371). Un collaborateur du ministre de l'Intérieur, Mitterrand, avait noté, à l'issue d'un rapide voyage d'information : « ... il faut s'attendre à des opérations longues... on y fera la guerre et probablement pour de nombreux mois » (p. 452). On mesure l'erreur du général Cherrière, parlant de « soulèvement tribal », de « tribus dissidentes bien localisées », et d'un facile rétablissement de l'ordre (p. 452). Cette réminiscence des guerres au Maroc explique sans doute la constitution du « Service d'Action administrative », confié au général Parlange, dont une étude détaillée eût été la bienvenue (p. 384).

M. Martin S. Alexander présente les rapports du consul de Grande-Bretagne à Alger, qui sont sans doute inspirés par les informations du gouvernement général. En août 1955, la « machine militaire est en plein fonctionnement » (p. 54). En 1956, les Musulmans sont hostiles au FLN, formé de « bandits et de mécontents », car ils demandent d' « être mis à l'abri du terrorisme » (p. 57). En 1957, l'échec de Suez permet à l'OPA de « prendre la situation en main » (p. 58). À Paris, l'ambassadeur, Sir Gladwynn Jebb, jugeant d'un point de vue de la guerre froide, est « partisan résolu du maintien d'une puissante présence de la France en Algérie ». Quant à la guérilla, c'est une guerre « que les Anglais ont mené en Malaisie et au Kenya » (p. 51). Seul l'attaché militaire semble plus réservé sur le quadrillage ou l'emploi par les officiers « de techniques originales » (p. 51-53).

Plusieurs intervenants confirment que le gouvernement n'a jamais refusé les moyens humains demandés par les commandants en chef. Cela permit au général Salan de constituer une réserve générale, de 50 000 hommes environ, qui ne cessa d'être engagée (p. 27). Le général Challe, en associant ces unités et celles statiques obtint la victoire. Il avait imposé « la poursuite des sections FLN », qui devaient être détruites, et encouragé le recrutement d'Algériens et même d'anciens fellaghas (p. 34). Quant aux effectifs, ils atteignaient 429 000 hommes au 1er juin 1958, en 1955 l'armée de Terre avait presque triplé (p. 40). Le recrutement de harkis fut amplifié à partir de 1959, quand se tassèrent les possibilités métropolitaines (p. 47). Les divisions de réserve générale furent utilisées intensivement : En 1957, le 1er RCP opère vingt-sept jours par mois (p. 26-30). Un dispositif de 1 200 hommes est projetable avec un préavis de cinquante minutes à une heure seulement. Il est capable « d'accrocher dans des délais très courts avant la tombée de la nuit » (p. 66). La Marine a disposé d'une partie des moyens de la Marine nationale, mais on doute de leur efficacité, les moyens de l'OTAN étant trop lourds (p. 93). Une partie des marins avait été mise à terre, formés en commandos à l'école d'Arzew (p. 99). L'effort militaire a été considérable, cela n'empêchait pas certains hauts fonctionnaires, comme Maspetiol, d'affecter un certain scepticisme. La souveraineté française ne pourrait être maintenue, devant

« les forces d'une rébellion toujours prête à renaître », que par « un effort militaire et financier qui exige une quasi-mobilisation permanente de la nation » (p. 201). Le cartiérisme n'était pas mort.

Le FLN n'est pas négligé. M. Meynier brosse un tableau des bases ethno-culturelles de l'implantation des wilayas, tenant compte de la francisation plus ou moins sensible, de l'impact de l'islamisme, des tensions entre tribus (p. 153-156). Les chaos de la vie interne du FLN ne sont pas masqués. Derrière l'image du mouvement de libération de la présence du conquérant on découvre la réalité des wilayas, faite de conflits et de purges. « Tribalisme » et « clientélisme traditionnel » servent la « volonté de pouvoir » de chefs trouvant le « moyen d'accéder à de hautes destinées dans un état indépendant » (p. 159). Chaque wilaya est examinée avec ses crises sanguinaires (p. 160-165). La guerre du FLN n'a jamais pu recevoir une unité de commandement, une double hiérarchie – militaire et « politico-militaire », de contrôle et de gestion « a reproduit le modèle colonial. » Le peuple a subi la violence du FLN, « l'assassinat collectif » dont celui de Melouza est connu (p. 166).

M. Sadek Sellam réexamine l'affaire Si Salah à partir d'une étude du commandement dans la wilaya 4, qui disposait d'une armée de qualité de 4 000 hommes. Elle avait été affaiblie par les opérations du général Challe, perdant en avril 1959 40 % de ses effectifs et certains de ses chefs. Aussi le chef de la zone 4, Si Lakdar Bouchama, recherchait-il une issue en prenant des contacts avec les Français. Dans une réunion de la wilaya, en dégageant les perspectives politiques du discours du 19 septembre 1959, il gagna des chefs importants, dont Si Sala, commandant la wilaya, et son adjoint militaire, Si Mahmoud. La suite est connue. L'échec fut causé par deux cadres dépourvus de sens politique, Lakdar Bourega et Mouhamed Bousmaha. Le premier cherchait à prendre la tête de la wilaya. Il obtint la condamnation des amis de Si Salah par les chefs de zone réunis. Si Salah fut épargné, comme un des chefs de novembre 1954 (p. 179-186).

Les appuis extérieurs du FLN sont évoqués par M. Vernet. Le FLN avait des camps en Tunisie et au Maroc, son armement et ses techniques de combat s'y amélioraient, surtout ses effectifs augmentaient : 22 000 hommes en Tunisie et 10 000 au Maroc, en 1962 (p. 256-257). M. Stora signale l'action du sultan, qui en 1956 aurait menacé de relancer le terrorisme – ce qui est à vérifier – afin de se faire reconnaître comme le médiateur (p. 284). L'armée révolutionnaire marocaine est évoquée, mais de façon trop imprécise (p. 280). Cette aide extérieure va très vite être freinée, par l'arraisonnement de l'Athos en 1956 et surtout par le barrage aux frontières.

M. Ageron étudie les regroupements des populations dans des centres protégés, pour isoler les bandes de maquisards. Il est très sévère pour cette entreprise, mal préparée, mal gérée, et même pas imperméable aux agents de l'OPA. Ce ne furent pas des camps de la mort (p. 357, n. 46), un effort fut déployé pour nourrir ces milliers de gens qui n'avaient plus le droit d'aller sur leurs terres, l'encadrement sanitaire fut réel.

Si ce colloque apporte bien des éléments nouveaux, il laisse aussi bien des silences. Ainsi l'OAS n'a pas retenu l'attention des participants, sauf le général Faivre qui rappelle le rôle de la gendarmerie dans la lutte contre cette forme de subversion (p. 309).

Jacques VALETTE.

Revue militaire suisse (avenue Florimond 3, CH 1006 Lausanne), année 2002 [sommaires depuis 1989 sur le site www.military.ch/RMS].

La revue officielle de la Société suisse des officiers présente, à son habitude, l'actualité en Suisse ou à l'étranger concernant les armées (format, équipements, réorganisation) et les militaires (recrutement, formation, avenir) : par exemple, le salon d'automne de l'armement, EuroSatory 2002, à Paris (numéro de septembre), les réformes de l'armée belge, urgentes mais coûteuses, donc lentes ou différées, pour de 1,32 % du PIB, rejoindre la moyenne (3 %) des budgets de défense de l'OTAN (numéro de novembre et décembre, par Luc De Vos, actuel président de la CIHM), l'état matériel et moral de l'armée russe depuis une décennie (numéro de juin-juillet, par Sophie de Lastours), et, bien entendu, le suivi de la mise en place de l'Armée XXI en Suisse : le reformatage entraînera à terme une diminution de moitié de ses effectifs, donc des officiers, une perspective qui inquiète le trésorier Hervé de Weck, car elle hypothèque l'avenir de la revue (numéro de juin-juillet). Toute cette partie de la revue, inhérente à sa fonctionnalité professionnelle, est assurément technique et pointue (le système numérique de commandement, numéro de janvier, l'exercice par simulation informatique sur la gestion de crises, numéro de février) mais ouvre parfois sur des problèmes de société, non spécifiquement helvétiques, comme les réflexions, non exemptes d'humour, sur l'effet démobilisateur, en tout cas peu propice au développement d'un esprit de corps, du portable (Natel) par les recrues qui en deviennent quasi dépendants (numéro de décembre).

Les articles qui interrogent ou s'interrogent sur la conjoncture stratégique actuelle et prospective au niveau mondial ou dans un cadre régional occupent une large place. L'enquête, commencée en décembre 2001, sur le « nouvel ordre monidal » se poursuit (numéro de janvier-mars) : les menaces sur la paix et la sécurité sont, on le sait, d'une nouvelle nature ; les guerres intra-étatiques, dites naguère civiles, se multiplient au fil de la dernière décennie, alors que les affrontements directs interétatiques se raréfient ; les conflits sont devenus plus asymétriques que jamais entre des États et des organismes pré-, para- ou anti-étatiques qui illustrent la fin d'une certaine conception de l'État-nation (L. Monnerat, numéro d'avril). Ce constat est du reste confirmé en quelque sorte par l'arithmétique et le graphisme informatique, employés pour évaluer la situation de 128 pays du monde suivant la méthode du « Clash'O'Scope' » : les pays en développement et au régime politique récent et sans assise historique sont les plus propices aux conflits internes (numéro de novembre) ; ceux-ci sont marqués certainement par l'environnement économique de pénurie poussant à la révolte mais beaucoup d'entre eux sont aussi motivés par des mobiles ethniques et/ou religieux et peuvent être instrumentalisés par des groupes armés qui en vivent (sur le dos des populations) et n'en souhaitent donc pas la fin. Le transnational peut l'emporter avec la dimension terroriste du délire mystique, exprimée par la dérive islamiste de la religion musulmane et que le mouvement appelé Al Qaïda a mondialement révélé le 11 septembre. Comment prévenir ces conflits et ces attentats ? Comment les arrêter, une fois engagés ? La prévention suppose des renseignements et c'est là aussi une nouvelle forme de la guerre avant et après son déclenchement, celle de l'information et de la communication.

Après le 11 septembre 2001, l'Afghanistan des talibans se désignait comme la base étatique du terrorisme qu'il fallait éliminer par des opérations de guerre, conduites cependant suivant des modes nouveaux, dont celui de la primauté

donnée à la guerre aérienne. Plusieurs articles en parlent à partir de sa conduite par les États-Unis. En 1999, la doctrine de la *Joint Vision 2020* commence à supplanter celle de l'*Airland Battle*, employée lors de la guerre du Golfe en 1991. La maîtrise de l'air, combinée aux opérations des forces spéciales, permet de détruire le système de commandement adverse, puis de disperser ou détruire ses forces terrestres, le drone *Predator* jouant ici un rôle important (numéro de janvier). Même si cette méthode rend possible le théorique « Zéro mort » (chez l'assaillant), fort utile pour se rallier l'opinion publique, elle est cependant loin de résoudre la situation terrestre d'un conflit interne, comme l'a montré la guerre du Kosovo en 1999. J.-M. Rickli en analyse la composante aérienne (numéro de janvier-mars) ; il précise l'origine de cette stratégie de la « puissance aérienne » (re)formulée par John Warden dans le sillage de la « révolution dans les affaires militaires » (RAM) effectuée par les Américains et testée lors de la guerre du Golfe. Les objectifs sont classés en cinq cercles d'importance et de vulnérabilité variables ; le premier objectif est d'annihiler les moyens vitaux, non de l'économie ou des infrastructures, mais du pouvoir de l'adversaire (commandement, contrôle, communication, puis renseignement-*Intelligence*). Validée en 1991 pour un conflit inter-étatique, cette stratégie s'est révélée moins fiable au Kosovo, dont le traitement a aussi été perturbé par des dissensions entre le SACEUR et le commandant aérien de l'OTAN. Nul doute que cette réflexion sera poursuivie en 2003 pour la nouvelle guerre d'Irak, dans laquelle au moins ce dernier problème de management ne risquait pas de se produire.

Pour le dixième anniversaire de la guerre des Malouines (avril 1982), Pierre Razoux en retrace (numéro de mai et juin) les origines lointaines, le déclenchement par l'Argentine et la détermination immédiate de Margareth Thatcher d'y répondre par une démonstration spectaculaire, à l'adresse des Argentins mais aussi des Soviétiques. Les prises de position internationales furent diverses : perplexité ambiguë et prolongée des États-Unis, offre de services des Soviétiques aux Argentins qui n'y répondent pas (les chalutiers viennent alors « pêcher » dans cette région), soutien nuancé, parfois ambivalent (Chili) de l'Amérique latine, coopération franco-britannique, décidée par François Mitterrand (notamment communication d'informations sur le matériel français vendu à l'Argentine). Les opérations aéro-navales, dont la bataille du 2 mai et le tir de l'Exocet AM 39 du 4 mai (l'Argentine en avait cinq), le bilan des pertes (une évocation de leurs suites, le stress postopérationnel et les procès en indemnisation intentés au Royaume-Uni, dans le numéro de septembre) sont exposés et suivis d'une évaluation rétrospective des chances des deux parties et des ratés techniques, qu'a révélés la campagne. Alexandre Vautravers, dans la rubrique « La revue des revues », apporte sur cette guerre une bibliographie fournie mais l'article sur les forces aéronavales et leur engagement, paru dans *Guerres mondiales et conflits contemporains* (GMCC), n° 118, en décembre 1997, n'y figure pas, vraisemblablement parce que GMCC ne fait pas partie de son panel, comme le suggère ou confirme son absence dans la même rubrique du numéro d'octobre (p. 105), esquissant le « paysage médiatique » des périodiques qui s'intéressent à la Première et à la Seconde Guerre mondiales.

L'ETA, son origine (1959), son fractionnement (1973), son terrorisme antifranquiste (1973, attentat contre l'amiral Carrero Blanco) devenu anti-espagnol et entrecoupé de trêves incertaines (ex. 1998), sa répression judiciaire avec la coopération de la police française et extra-judiciaire (les GAL après 1983) font l'objet de l'article circonstancié de F. Meylan (numéro de mai et juin) qui s'interroge sur

les réactions de l'Union européenne face à ce terrorisme. La bataille menée par l'armée israélienne contre le camp palestinien de Jenine en mars 2003 est analysée en termes de guerre urbaine et aussi de sa portée médiatique internationale, qu'Israël est estimé avoir mal maîtrisée (numéro d'août, L. Monnerat). La menace que fait peser sur les sociétés occidentales l'expansion de la criminalité organisée et l'insécurité urbaine qui se ressent en Suisse, en France ou à New York – où la stratégie adoptée par la municipalité tend à la faire régresser – sont constatées, déplorées et imputées en partie par une politique laxiste, correspondant à un certain esprit du temps (numéro de mars, juillet).

Les informations et réflexions sur la participation militaire internationale de la Suisse prolongent celles de l'année précédente 2001. Nous n'avons cependant pas vu de commentaire sur l'entrée de la Suisse à l'ONU le 10 septembre 2002. En revanche, la question des rapports, de la séduction de l'OTAN, est poursuivie : elle mériterait un grand débat critique et transparent, au lieu d'une intégration « rampante » par l'adoption du vocabulaire otanien, de ses modes de fonction, etc., estime P. Altermath en conclusion d'une mise en parallèle des engagements de défense perceptibles dans le Pacte fédéral de 1291 et formulés dans le traité de Washington ; l'exercice est intéressant mais incertain, tant l'écart du langage et de ses référents est immense entre le XIIIe et le XXe siècle, surtout pour l'article 5 de 1949 (numéro de décembre). De nouvelles précisons sont apportées sur la Swiss Company (Swisscoy), 220 hommes, que commande depuis octobre le rédacteur en second de la *RMS*, le lieutenant-colonel. Curtenay (numéro d'octobre) et qui participe depuis 1999 à la KFOR. Un accord avec l'Autriche a renouvelé cette participation qui, depuis la nouvelle loi militaire suisse, permettra au 7e contingent envoyé d'être armé, d'assurer éventuellement son autoprotection, mais non de participer à des opérations d'imposition de la force *(Peace enforcement)* (numéro de novembre). Plusieurs officiers sont actuellement adjoints à l'état-major du bataillon sous commandement autrichien (*Task Force* Dulje). En revanche, la présence de quelques officiers suisses à l'état-major de la Brigade multinationale Sud (MNBS, 7 000 hommes), basée à Prizren et placée sous commandement allemand, est de nature factuelle, donc en principe aléatoire, en l'absence de tout accord formel avec la *Bundeswehr* ; leur mission concerne la coopération civilo-militaire pour les questions de reconstruction et d'environnement et l' « information opérative », c'est-à-dire le journalisme militaire à l'intention des civils du Kosovo, ici sous forme d'une publication bimestrielle en albanais (numéro de décembre).

L'histoire demeure présente dans divers numéros. Mentionnons le souvenir de François Le Fort, général et amiral, créateur de la marine militaire russe au XVIIe siècle (numéro de septembre) ; la découverte au SHAT de Vincennes de 38 registres jusque-là non répertoriés, donc inconnus, sur les Suisses au service du roi de France au XVIIIe siècle jusqu'à leur licenciement et pensionnement sous la Révolution (numéro de mai) ; l'affirmation, provocante, « Oui, une pensée militaire suisse existe depuis le XVIIIe siècle », fonde l'incitation à s'y référer dans la réorganisation de l'armée suisse (numéro d'août) ; toujours pour le XVIIIe siècle, A. Tschumy présente la somptueuse publication de l'*Atlas Souvarov*, établi après sa traversée des Alpes en 1799 (numéro de juin-juillet) ; la rétrospective sémantique et conceptuelle de la géopolitique au XXe siècle, telle que l'a présentée au colloque de la Commission internationale d'histoire militaire, tenu à Athènes en août 2001 par H. Coutau-Bégarie (numéro d'avril) ; la situation de l'armée polonaise pendant la période soviétique et surtout pendant l'époque stalinienne où

elle était entièrement sous l'autorité soviétique (numéro de juin-juillet, Maria Pasztor) ; entre passé et avenir, un regard jeté sur la pesanteur historique de deux siècles de relations entre la Russie et la Suède et la Finlande, et leur vulnérabilité, puisqu'elles sont toutes deux hors OTAN, en cas, tout à fait théorique de nos jours, d'une résurgence de la poussée russe vers l'Ouest (numéro de décembre) ; des contributions bibliographiques à la controverse sur les biens en déshérence, le rapport paru en 2002 de la commission Bergier, touchant la politique fédérale pendant la Deuxième Guerre mondiale (numéro d'avril) et dont la réédition du rapport Waibel (dont la publication avait été bloquée jusqu'en 1981), sous le titre 1945. *Kapitulation in Nord Italien,* montre que la Suisse, loin de pousser à la prolongation de la guerre s'est employée à en hâter l'issue (numéro de juin-juillet). On apprendra aussi l'historique de la dague *(Dolch)* des officiers suisses (numéro de mai) et du lien entre le casque et la puissance de feu de l'infanterie du XVIIIe siècle à l'artillerie du XXe siècle (numéro de décembre).

Une fois encore, concluons en soulignant l'abondante diversité des articles publiés par la *Revue militaire suisse* et qui sont à même d'intéresser les lecteurs de notre revue, civils ou militaires et qui ne sont pas suisses.

J.-C. ALLAIN.